

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 Chateauroux

Châteauroux, le 22/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PURFER (ex Revival)**

45, route de Saint Bonnet de Mure  
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : -

Code AIOT : 0010000597

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement PURFER (ex Revival) implanté 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de suivi pour le bon respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 02 septembre 2025

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER (ex Revival)
- 153 rue Ampère ZI du Buxerieux 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000597

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement dont l'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-E-670 du 25 mars 1997, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-10-0205 du 25 octobre 2007 et courrier du bénéfice de l'antériorité en date du 6 décembre 2011 .

Les rubriques concernant les activités ICPE sont les suivantes :

2712 - Installation de stockage, dépollution démontage , découpage pou broyage de VHU - régime Autorisation (déclassement à Enregistrement maintenant)

2713- Installation de transit, regroupement ou tri de métaux non dangereux [...] - régime de l'autorisation (classement à Enregistrement maintenant) 2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux [...] - régime de l'autorisation

2714 - Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration

2716 - Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration

2719 - Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions [...] - régime de la Déclaration

2791 - Installation de traitement de déchets non dangereux [...] - régime de la Déclaration

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus:

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liquide susceptible de créer une pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/06/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate lors de cette visite que l'exploitant a réalisé les travaux liés à la réfection de son sol étanche sur une surface de 350 m<sup>2</sup> environ.</p> <p><b>Constat:l'exploitant a régularisé la mise en conformité de ses installations au sens de la réglementation des ICPE.</b>  <b>Il respecte l'article 1 de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 2 septembre 2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>